

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 2 AOUT 2011

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Véronique CHAPPUIS
☎ : 04 72 61 37 82
✉ : veronique.chappuis@rhone.gouv.fr

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2000 modifié régissant le fonctionnement des activités de la société RUGET dans son établissement situé Parc d'activités Lyon Sud Ouest RD 42 à CHAPONOST ;

VU le rapport du 3 mai 2011 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU le courrier en date du 25 mai 2011 de la société RUGET ;

VU le rapport du 8 juillet 2011 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT qu'une visite sur les lieux le 7 avril 2011 a permis à l'inspection des installations classées de constater que :

- la société RUGET n'a pas réalisé le calcul de la consommation spécifique d'eau maximale de l'installation de traitement de surface,
- le contrôle journalier et hebdomadaire des rejets aqueux n'est pas réalisé sur un échantillon représentatif de la journée de production,
- le non respect du paramètre pH pour les rejets aqueux n'entraîne pas l'arrêt du rejet, ni d'alarme sonore,
- l'existence d'un bassin de confinement des eaux d'extinction d'incendie n'est pas justifiée,
- l'exploitant n'a pas pris les dispositions nécessaires pour remédier aux dysfonctionnements de la station d'épuration des eaux de la chaîne de traitement de surface ;

.../...

CONSIDERANT que par courrier en date du 25 mai 2011 susvisé, la société RUGET a apporté des éléments de réponse sur plusieurs non-conformités ;

CONSIDERANT toutefois que les non-conformités relatives à l'installation d'une alarme sonore et d'un dispositif entraînant l'arrêt immédiat des rejets aqueux en cas de dépassement du paramètre pH pour les rejets aqueux, ainsi que le respect des valeurs limites de rejet n'ont pas encore pu être corrigées ;

CONSIDERANT de ce qui précède, que la société RUGET ne respecte pas les dispositions du point 8.2.4 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2000 modifié ;

CONSIDERANT qu'il convient d'exiger de l'exploitant qu'il prenne les mesures nécessaires pour se conformer aux dispositions prévues au point 8.2.4 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2000 modifié susvisé ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 514-1 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du directeur départemental de la protection des populations ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La société RUGET, Parc d'activités Lyon Sud Ouest RD 42 à CHAPONOST, est mise en demeure de respecter les dispositions du point 8.2.4 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2000 modifié susvisé, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours (article L.514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : La secrétaire générale de la préfecture, le directeur départemental de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de CHAPONOST,
- à l'exploitant.

Lyon, le 2 AOUT 2011

Le Préfet,

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale

Josiane CHEVALIER